

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 176, 10 mars 2016

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Cohésion sociale et action sociale

• L'action sociale & les usagers. Quelles relations ? Quelles perspectives ?

Tour d'horizon d'enquêtes & d'expérimentations en France. Grand Lyon Métropole (Millénaire 3) ; Cédric Polère. 2016. 220 p.

Afin de mieux comprendre la relation à l'usager dans le champ des politiques sociales, la direction de la prospective et du dialogue public de la métropole de Lyon a réalisé un travail exploratoire des différentes méthodes et approches mobilisées par les professionnels pour prendre en compte l'usager et des enjeux clés qui questionnent la relation usager/institutions. [Rapport](#) : @ [Synthèse](#) : @

Démocratie locale

• Une répression à bas bruit. Comment les élus étouffent les mobilisations dans les quartiers populaires.

Julien Talpin.

Métropolitiques, 22 février 2016. 10 p. @

À partir de l'étude d'une « table de quartier » à Roubaix, cet article revient sur la façon dont les institutions, et en particulier les élus municipaux, tentent parfois de "contrecarrer" l'organisation collective d'habitants mobilisés autour d'un projet de rénovation.

Développement durable - Climat

• Après la Cop 21, mobiliser la finance pour la croissance soutenable.

Michel Aglietta.

Note ; Terra Nova ; mars 2016. 13 p. @

Dans cette note, l'économiste Michel Aglietta montre que la régulation est notamment profitable au financement de la transition écologique, elle-même amorce d'un potentiel de croissance.

Développement économique

• Tableaux de l'économie française - Édition 2016.

Insee ; février 2016. 268 p. (« Coll. Références ») @

Ces tableaux donnent un aperçu rapide et actualisé de la situation économique, démographique et sociale de la France.

• Une économie écologique est-elle possible ?

G. Froger ; O. Petit ; F-D. Vivien et al.

L'économie politique, n° 69, 1/2016. 112 p. @

Au sommaire : Qu'est-ce que l'économie écologique ? ; Controverses autour des services écosystémiques ; Comment mesurer la soutenabilité ? ; Après l'accord de Paris, priorité à la justice climatique...

• L'Adie accompagne le passage de l'économie informelle à l'économie formelle.

Périphéries ; France inter. 21 février 2006. @

De nombreux habitants des quartiers populaires exercent à côté de leur emploi salarié, une activité secondaire pour essayer de "joindre les deux bouts" (vente, petites réparations...). L'Association pour le

droit à l'initiative économique loin de stigmatiser ces activités complémentaires tente au contraire d'accompagner leurs bénéficiaires à se développer pour ensuite passer de l'économie informelle à une activité déclarée.

Développement territorial

• Métropolisation, cohésion et performances : quels futurs pour nos territoires ?

C. Lacour ; M. Polèse ; C. Demazière et al.

Revue d'économie régionale et urbaine, n° 1, février 2016. 280 p. @

Retour sur le 51ème colloque de l'Asrdif (Association de science régionale de langue française) qui s'est tenu en juillet 2014 à l'université Paris-Est. Les participants se sont interrogés sur le futur de nos territoires au prisme de la métropolisation et à celui des enjeux de cohésion et de performance.

• La dynamique spatiale des activités logistiques dans les aires urbaines françaises.

David Guerrero ; Laurent Proulhac.

Cybergeog : *European Journal of Geography*, Espace, Société, Territoire, document 773, mis en ligne le 2 mars 2016. @

Au sein de ces grandes aires urbaines, les nouvelles implantations logistiques se font de plus en plus loin des centres, attirées notamment par une plus grande disponibilité foncière et par des loyers modérés. Mais cette dynamique de périurbanisation logistique n'est pas portée par une trajectoire stable : au contraire, les rythmes et les périodes de périurbanisation peuvent être très différentes d'une aire urbaine à l'autre.

Economie sociale et solidaire

• L'économie sociale et solidaire en région. Mode d'emploi.

Avisé ; Association des régions de France (ARF).

Février 2016. 28 p. @

Ce document propose un panorama du paysage de l'ESS en France, mais surtout un argumentaire en faveur de politiques régionales de soutien à ce secteur. L'ESS est notamment un terreau d'innovations favorables à la baisse des inégalités, à l'attractivité et à la transition écologique des territoires.

• Economie collaborative, une révolution.

J-F. Dortier ; V. Peugeot ; D. Demailly et al.

Problèmes économiques, n° 3128, 3/2016. pp. 4-44. @

Au sommaire : L'économie du partage, une alternative au capitalisme ; Partager pour mieux consommer ? ; Quelles promesses sur l'environnement ; Economie collaborative et croissance ; Les dangers de « l'ubérisation » ; Un modèle fiscal et social à réinventer.

[En prêt à la documentation](#)

Emploi - Insertion

• L'entrepreneuriat des femmes dans les quartiers populaires : un objectif difficile à atteindre.

Crédoc ; Isabelle Van de Walle ; Isa Aldeghi.

Consommation et modes de vie, n° 281, 3/2016. 4 p. @

Femmes et hommes : regards régionaux sur l'égalité

Audrey Baillot
Stéphanie Michel
Insee première,
n° 1585
Mars 2016

@

Les femmes ne représentent aujourd'hui que 22 % des entrepreneurs des quartiers. Les aspirantes à la création ont un profil très éloigné de celui des femmes qui deviennent effectivement entrepreneures. Une forte mobilisation des pouvoirs publics et des structures d'accompagnement à la création paraît nécessaire pour que l'objectif de 40 % de femmes parmi les créateurs soit atteint...

[Lire également le Cahier de recherches publié en déc. 2015 : @](#)

Etat

• Directive nationale d'orientation des préfectures et sous-préfectures 2016-2018.

Ministère de l'Intérieur ; février 2016. 9 p. @

Conforter le rôle des préfectures dans la délivrance des titres étrangers, renforcer le contrôle de légalité et budgétaire, rénover l'organisation des préfectures et des sous-préfectures : la directive nationale d'orientation des préfectures et sous-préfectures (DNO) définit les priorités pour les trois années à venir (2016-2018).

Indicateurs

• Vers de nouveaux indicateurs de développement. Enjeux et défis à travers le cas de l'Union européenne.

D. Demailly ; L. Chancel ; L. Brimont.

Futuribles, n° 411, mars 2016. pp. 35-46. @

Il a fallu attendre la décennie 2000 pour que des éléments autres que monétaires et économiques (environnementaux et sociaux en particulier) soient pris en compte pour mesurer la richesse et le développement des sociétés. Les auteurs rappellent ici comment ces nouveaux indicateurs ont émergé et quels usages peuvent en être faits. Ils montrent ensuite comment ils s'institutionnalisent à l'échelle européenne.

Innovation - Recherche

• Les relations entre les entreprises et la recherche publique - Lever les obstacles à l'innovation en France.

CGEJET ; B. Legait ; IGAENR ; A. Renucci.

Octobre 2015. [publié le 18 février 2016]. 127 p. @

Les deux inspections générales suggèrent d'aborder la question de la faiblesse persistante en France des relations entre les entreprises et la recherche publique sous un angle nouveau : celui de "la gouvernance de l'innovation exercée par l'encadrement supérieur et dirigeant de l'État". Le rapport émet également 16 recommandations, portant aussi sur la "mise en œuvre des politiques publiques concernant la recherche et l'innovation".

• Pôles de compétitivité : quels effets sur la dépense privée de R&D ?

France Stratégie ; H. Ben Hassine ; C. Matthieu.

Note d'étape, mars 2016. 2 p. @

France Stratégie mène un travail d'évaluation des effets des pôles de compétitivité au regard des objectifs qui leur ont été assignés. Cette note d'étape présente une synthèse d'une version préliminaire du travail en cours.

• Le financement de la R&T par les collectivités territoriales : 1,3 Md€ en 2014.

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ; C-V. Nisslé ; L. Perrain.

Note Flash, n° 2, février 2016. 2 p. @

En 2014, les collectivités territoriales déclarent consacrer près de 1,3 milliard d'euros à la recherche et au transfert de technologie, soit un niveau comparable à celui de 2009, année marquée par un plan de relance économique.

Littoral

• Trente ans après, que retenir de la loi littoral ?

Alain Miossec.

Pour, n° 227, 3/2015. pp. 11-21. @

Le 3 janvier 1986, les parlementaires votaient à l'unanimité une loi qui suscita bien des débats et localement bien des conflits et qui marqua un moment essentiel dans les pratiques à l'égard de l'espace littoral en France. Objectivement, la loi a plutôt été un succès. Avec le temps, certaines ambiguïtés du texte ont été levées et les mentalités sur le terrain ont pris la mesure de la nécessité de mettre fin à une pression très anarchique.

Métropole

• Paris et Londres : le face à face des deux principales métropoles européennes.

Crocis (Observatoire de la CCI Ile-de-France) ; Mickaël Le Priol.

Enjeux Ile-de-France, n° 179, février 2016. 6 p. @

Paris et sa région se trouvent désormais en concurrence avec nombre de « *global cities* ». La proximité géographique rend encore plus vive la compétition avec la capitale britannique. On peut ainsi s'interroger sur les résultats économiques de l'Ile-de-France et du Grand Londres ; comment les deux régions ont subi la récession de 2008-2009 ? Quels sont les développements en cours des deux côtés de la Manche ?

Mobilité - Transports

• La mobilité résidentielle en France.

Caisse des Dépôts (CDC) ; Clément Pavard.

Eclairages, n° 9, février 2016. 4 p. @

La mobilité résidentielle des ménages français a baissé ces dix dernières années de manière plus marquée chez les locataires du secteur social que chez les propriétaires et les locataires du secteur libre. Cette diminution de la mobilité s'explique notamment par la conjoncture économique et le vieillissement de la population.

[Lire également :](#)

• La mobilité résidentielle des locataires du parc social. @

• Autocars interurbains : un bilan après six mois d'ouverture.

France Stratégie ; A. Epaulard ; L. Guilleminot.

Note d'analyse, n° 44, février 2016. 12 p. @

Les objectifs de l'ouverture de l'offre de transport par autocars étaient d'accroître la mobilité pour les plus jeunes et de développer de nouvelles offres à coût plus intéressant sur les liaisons les plus fréquentées ou mal desservies par les autres modes de transports collectifs. Six mois après la promulgation de la loi, que peut-on dire du développement de l'offre ?

Politique de la ville

• Premiers regards sur la mise en œuvre de la réforme de la politique de la ville.

Note du réseau national des centres de ressources politique de la ville à l'attention du ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports.

Réseau national des Centres de ressources pour la politique de la ville, décembre 2015, 10 p. [publié le 18 février 2016] @

S'il est trop tôt pour faire le bilan des effets des contrats de ville, l'action des centres de ressources sur près de 80% des territoires de la politique de la ville permet néanmoins de dresser un certain nombre de constats et d'hypothèses quant à la portée transformatrice de la loi de 2014.

Prospective

• 2017-2027, voir plus loin, voir plus clair.

France Stratégie. Mars 2016.

En vue d'éclairer les choix collectifs par des travaux d'étude de prospective, France Stratégie a engagé le projet « 2017/2027 » qui vise à analyser les enjeux de la décennie qui suivra la prochaine élection présidentielle.

> [Présentation de la démarche](#) : @

> [Accéder à la plate-forme du projet](#) : @

> [Première publication](#) : La croissance mondiale d'une décennie à l'autre : @

Prévention - Sécurité

- **Recherches sur les radicalisations, les formes de violence qui en résultent et la manière dont les sociétés les préviennent et s'en protègent - Etat des lieux, propositions, actions.**

Alliance Athena (Alliance thématique nationale des sciences humaines et sociales) ; Alain Fuchs.

La Documentation française, mars 2016. 86 p. @

L'objectif de la mission confiée à Alain Fuchs est d'améliorer la visibilité et la diffusion des travaux de recherche sur les radicalisations et les formes de violence qui en résultent. Les propositions sont axées sur la poursuite du travail de cartographie des travaux scientifiques engagé par l'Alliance Athena, le renforcement des actions en matière de recherche et enfin, l'exploration des différentes formes d'initiatives d'appui aux politiques publiques menées en Europe.

- **Des niveaux de violence et un sentiment d'insécurité hétérogènes selon le lieu de résidence.**

Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales ; Marie Clais.

La Note de l'ONDRP, n° 4, février 2016. 4 p. @

Un lien semble avéré entre le lieu de résidence, le fait d'être victime d'atteintes et celui de ressentir de l'insécurité dans son quartier. Les résidents de zones urbaines sensibles (Zus) apparaissent près de 1,5 fois plus victimes d'atteintes dans leur quartier comparés à ceux vivant dans la même commune mais en dehors de ces quartiers (13 % contre 10 %).

- **Relations police-population : enjeux, pratiques locales et recommandations.**

Forum européen pour la sécurité urbaine ; fév. 2016. 134 p. @

Cette publication présente un aperçu des enjeux majeurs liés à ce sujet, ainsi que des exemples de pratiques et des recommandations pour renforcer les relations entre la police et la population.

Réforme territoriale

- **Web conférences de l'AdCF : comprendre et appréhender les enjeux de la loi NOTRe, les fusions, les impacts sur la compétence tourisme, les implications financières et fiscales.** @

Différentes conférences en ligne ont été organisées ces derniers mois par l'AdCF sur la loi NOTRe et ses implications (fusions, incidences financières, tourisme,...) ainsi que sur le logement et la stratégie de peuplement. Ces conférences sont désormais en ligne.

Santé

- **Les leviers pour favoriser l'accès et le recours aux soins des jeunes en insertion.**

A. Charpentier ; L. Drean ; N. Rugambage.

Observatoire de la jeunesse - Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ).

Etudes et synthèses, n° 41 ; février 2016. 4 p. @

Comment favoriser l'accès et le recours aux soins des jeunes précaires, confrontés à des difficultés de santé qui freinent leur insertion sociale et professionnelle ? Les expérimentations du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse proposent deux types de leviers : un accompagnement social et /ou médical pour lever les freins informationnels (optimisation de la couverture maladie, prise de conscience des besoins de santé...) et l'intervention de "médiateurs" auprès des jeunes les plus éloignés des institutions.

Urbain

- **Le centre commercial comme levier des politiques urbaines d'attractivité.**

Alexandre Coulondre.

Espaces et Sociétés, n° 164-165, 1/2016. pp. 211-225. @

Cet article appréhende le rôle des responsables politiques locaux dans la création des centres commerciaux. En s'appuyant sur l'histoire des projets Bercy Village à Paris et Odysseum à Montpellier, il relève une capacité d'action politique significative face aux acteurs économiques impliqués dans les réalisations. À la « construction commerçante » des centres commerciaux, ils ont ajouté une « construction politique ». Dans un contexte de concurrence urbaine, il s'agissait de faire du futur centre commercial un levier des politiques locales d'attractivité.

Union européenne

- **Le PIB par habitant dans 276 régions de l'UE.**

Eurostat. Communiqué de presse, 26 février 2016. 8 p. @

Focus Territoires

- **Réforme territoriale en Bretagne : efficacité et solidarité. 26 initiatives et des éléments de méthode.**

Ceser Bretagne ; M-M. Lips; M-P. Sinou; M. Wesly.

Février 2016. 133 p. *Rapport : @ Synthèse : @*

- **Toulouse métropole. Veille économie et emploi.**

Toulouse Métropole ; Agence d'urbanisme et d'aménagement de Toulouse (AUAT). Février 2016. @

18 fiches thématiques et près de 150 indicateurs pour analyser la métropole toulousaine.

- **Impacts des changements climatiques et mesures d'adaptation en Pays de la Loire.** @

Ceser Pays de la Loire ; Antoine Charlot. Février 2016. 42 p.

- **Une décennie de projets. 2015-2025.**

Métropole Rouen Normandie, 2016. 40 p. @

Actualité législative et parlementaire

- Loi n° 2016-231 du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée. @

- Décret n° 2016-251 du 3 mars 2016 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales. @

- Décret n° 2016-260 du 3 mars 2016 relatif aux attributions déléguées à la secrétaire d'Etat chargée de la ville. @

- Décret n° 2016-239 du 3 mars 2016 relatif aux attributions déléguées à la secrétaire d'Etat chargée de l'égalité réelle. @

- Décret n° 2016-252 du 3 mars 2016 relatif aux attributions déléguées à la secrétaire d'Etat chargée des collectivités territoriales. @

- Décret n° 2016-254 du 3 mars 2016 relatif aux attributions du ministre du logement et de l'habitat durable. @

- Décret n° 2016-243 du 3 mars 2016 relatif aux attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargé des relations internationales sur le climat. @

- Décret n° 2016-216 du 26 février 2016 relatif à l'établissement de la carte instituée au I de l'article 52 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques. @

- Arrêté du 17 février 2016 modifiant l'arrêté du 6 février 2007 fixant la liste des circonscriptions territoriales prévues par le décret n° 2006-1482 du 29 novembre 2006 modifié relatif au Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation. @